

Écologie

8

Biodiversité :  
penser notre  
relation au vivant

Racisme

10

Manifeste pour une  
écologie antiraciste

Histoire

12

Grèce : 10 ans après  
l'élection de SYRIZA

Culture

14

Culture en lutte  
pour l'été

Édito

## COMBIEN DE F-35 POUR NOUS PROTÉGER DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE?

**L**a série de fiascos militaires engagée par le gouvernement ces dernières années a franchi un nouveau cap.

Fin juin-début juillet, la population apprenait que le Département de la défense (DDPS), après avoir défendu envers et contre tout une commande de drones israéliens – et ce des années durant – envisageait

finalement d'abandonner ce projet d'acquisition.

Dans la foulée, le Conseil fédéral annonçait que le coût d'achat des avions F-35 allait engendrer un surcoût de 750 millions à 1,35 milliards de francs.

Pour rappel, la commande de drones de surveillance, passée en 2015, devait aboutir en 2019 avant d'être repoussée une

première fois en 2026, puis plus récemment, jusqu'en 2029. La raison de ces retards ? L'entreprise d'armement israélienne mandatée, Elbit Systems, n'avait pas encore terminé le développement des drones au moment de la transaction. Résultat, les drones arrivés en Suisse, pensés pour survoler seuls le territoire, doivent être accompagnés

par des hélicoptères et ne résistent pas au froid !

Concernant les F-35, après avoir ignoré, en 2022, l'initiative populaire contre l'achat de ce modèle, le DDPS avait défendu son projet en insistant sur le caractère prétendument fixe du prix d'achat de l'avion. Pourtant, les chiffres de l'époque étaient déjà présentés dans les contrats comme des estimations et non comme une offre définitive. Sans surprise, la facture s'avère beaucoup plus salée.

Depuis l'invasion de l'Ukraine, et profitant de la peur engendrée par le conflit, le gouvernement s'est engagé

Votations

3

## E-ID: UN CONTRÔLE PUBLIC CONTRE LA MAINMISE PRIVÉE

dans une politique de surmilitarisation marquée par une augmentation massive du budget de l'armée. Cette fuite en avant n'est pas qu'idéologique. C'est aussi une affaire de gros sous. Les régions suisses se battent pour obtenir des affaires compensatoires, rétrocommissions sous forme de commandes promises lors d'achat de matériel à l'étranger (que Christian Levrat voulait porter à 100 %).

Les considérations morales et écologiques ne font pas le poids quand il s'agit de soutenir « notre industrie » – via la seule dépense militaire s'entend. Voir la Conseillère nationale socialiste Priska Seiler-Graf plaider pour que la Suisse s'associe au gigantesque plan de réarmement de l'Union européenne – 800 milliards qui trouveront les caisses de tous les États européens – en dit long.

Pourtant, il semble évident que la Suisse ne risque pas de voir des troupes russes sur son sol, l'investissement militaire détourne les fonds publics des vrais risques auxquels le pays est confronté.

La disparition du village de Blatten et les semaines caniculaires de ce début d'été nous rappellent cruellement les dangers, bien réels, qu'entraîne, en Suisse aussi, le réchauffement climatique.

Par ailleurs, pour les populations qui souffrent directement des conflits armés, la peine est double. Non seulement les armes déciment les corps mais détruisent la terre. À Gaza, 95 % des terres agricoles ont été endommagées ou sont devenues inaccessibles à la population. En Ukraine, des milliers de kilomètres carrés sont couverts de mines et de munitions, sans compter les drones pulvérisés avec leurs batteries, qui déversent des métaux lourds dans le sol. Ou encore les milliers de kilomètres de fibre optique (en plastique) utilisés pour piloter les drones, qui couvrent le territoire.

De plus, tous les conflits produisent d'énormes quantités de CO<sub>2</sub>, de l'extraction de matériaux à l'utilisation des armes, véhicules et avions.

La guerre et son industrie polluent et doivent être plus que jamais combattues en Suisse comme ailleurs!

Clément Bindschaedler

# AGENDA

NATIONAL

1-6 SEPTEMBRE



11<sup>e</sup> édition du Festival Alternatiba dédié à la transition écologique et sociale Du 1<sup>er</sup> au 6 septembre 2025, venez imaginer, échanger et découvrir un futur plus durable: 5 soirées thématiques à Uni Mail et à la MACO, un Village des Alternatives au Parc des Bastions, et plus de 100 organisations à explorer!

## LU 01

Le Futur accélérateur du CERN en collision avec la démocratie: saccager la nature pour en sonder l'origine.

19h Université de Genève, Uni Mail

## MA 02

Réinventons ensemble le travail de demain. Nouveaux sens, nouvelles organisations.

18h La MACO, Manufacture Collaborative

## ME 03

Notre santé, notre planète. Liens et bénéfices convergents.

18h30 Université de Genève, Uni Mail

## JE 04

Décroissances: choisir ou subir? L'humanité face aux limites planétaires.

18h30 Université de Genève, Uni Mail

## VE 05

La démocratie vous écoute-t-elle? Lutter contre l'extrême droite par la pensée critique.

18h30 Université de Genève, Uni Mail

## SA 06

Le Village des Alternatives: Stands, ateliers, animations enfants, restauration et musique, avec plus de 100 organisations participantes!

10h -> 23h Parc des Bastions

## REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidaritéS!

→ [solidarites.ch/rejoignez-nous](https://solidarites.ch/rejoignez-nous)

## AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!

→ Sur notre site: [solidarites.ch/abonnements](https://solidarites.ch/abonnements)

→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum  
 Éditeur  
 Journal Solidarités  
 Case postale 2089  
 1211 Genève 2  
 T +41 22 740 07 40  
 E [journal@solidarites.ch](mailto:journal@solidarites.ch)  
 W [solidarites.ch/journal](https://solidarites.ch/journal)

Titre  
 5 000 exemplaires  
 17 n° par an  
 Comité éditorial  
 Clara Almeida Lozar  
 Nadia Badoui  
 Clément Bindschaedler  
 Antoine Dubiau  
 Guilaine Martthey  
 Carl Studer

Noémie Rentsch  
 José Sanchez  
 Thomas Vachetta  
 Léon Violet  
 Rédaction  
 Luna Alloux  
 Pierre Conscience  
 Nathalie Delbrouck  
 Anouk Essayd  
 Pierre Raboud

Abonnements  
 Aimeul  
 Étudiant·es, chômeur·euses, AVS/Al...  
 Soutien  
 3 mois à l'essai  
 Pour payer: CCP 17-216950-1  
 IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1  
 Demandes d'abonnement et changements d'adresse:  
 ▶ [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)

Contacts régionaux du mouvement  
 Genève  
 25, rue des Gares  
 Case postale 2089  
 1211 Genève 2  
 T +41 22 740 07 40  
 E [info@solidarites.ch](mailto:info@solidarites.ch)  
 W [solidarites.ch/geneve](https://solidarites.ch/geneve)

Neuchâtel  
 Case postale 3105  
 2001 Neuchâtel  
 T +41 79 473 83 81  
 E [ne@solidarites.ch](mailto:ne@solidarites.ch)  
 W [solidarites.ch/ne](https://solidarites.ch/ne)

Vaud  
 5 place Chauderon  
 1003 Lausanne  
 T +41 79 402 28 74  
 E [vaud@solidarites.ch](mailto:vaud@solidarites.ch)  
 W [solidarites.ch/vaud](https://solidarites.ch/vaud)

# UN CONTRÔLE PUBLIC CONTRE LA MAINMISE PRIVÉE

Le peuple suisse devra se prononcer à nouveau sur l'introduction d'une identité électronique. Le comité référendaire « Loi sur l'e-ID Non » a récolté plus de 60 000 signatures contre cet objet. Quelles sont les différences entre ce nouveau projet et celui rejeté en 2021 ?

En complément d'un papier d'identité (carte ou passeport), la Confédération propose d'introduire une identité électronique (e-ID) sur un support de type informatique et numérique.

Un premier projet avait été balayé dans les urnes en 2021. La question de la protection des données personnelles et l'attribution de la gestion de l'e-ID à une société privée avaient fait pencher la balance, suite à un référendum lancé par des organisations actives dans le numérique, soutenues par la gauche et le Parti pirate.

Le Conseil fédéral est revenu à la charge. Gratuite et facultative, la nouvelle e-ID doit permettre de demander sur Internet par exemple un extrait du casier judiciaire, un permis de conduire ou prouver son âge lors de l'achat d'alcool. Elle sera en mains publiques.

La Confédération a déjà mené des projets-pilotes, notamment un

essai de permis d'élève conducteur électronique dans le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures. Si elle est acceptée, l'e-ID devrait entrer en vigueur au plus tôt en 2026.

Au vote lors de la séance du Conseil national du 20 décembre 2024, 25 parlementaires ont voté contre la loi e-ID. Tous étaient membres de l'UDC.

## Qui a organisé le référendum ?

Pas moins de trois groupements ont lancé un référendum contre la nouvelle loi. Outre une fraction du Parti pirate, les Amis de la Constitution et Aufrecht, le mouvement antivax Mass-Voll ont aussi récolté des signatures. Selon eux, la nouvelle loi porte atteinte à la vie privée des citoyennes et citoyens, car la technologie qui a été choisie ne serait pas suffisamment mûre et sûre. Celle-ci présenterait également des risques, comme le fait de

créer un système de surveillance généralisé, selon Nils Fiechter, président des Jeunes UDC.

La confusion et les polémiques des référendaires au moment du dépôt des signatures ont montré un agglomérat politiquement incohérent et confus. Une grande partie de leurs arguments sont faux, par exemple l'affirmation selon laquelle « les référendums et les initiatives ne pourront être signés qu'avec une identité électronique, et non plus à la main. Cela signifie que sans smartphone, pas de participation à la démocratie ». Les référendaires expriment des orientations libertariennes, populistes, démagogiques et ultralibérales.

## Arguments en faveur

La gestion et le contrôle de la nouvelle e-ID sera entièrement publique, contrairement au projet rejeté par le peuple en 2021, qui était totalement géré par une so-

ciété privée, créée par de grands groupes capitalistes suisses.

La demande et l'acquisition de l'e-ID sera gratuite, elle n'a pas un caractère obligatoire. Son usage serait pour l'instant facultatif. Comme tout certificat ou identité électronique, qui verrait son usage s'étendre à d'autres domaines, le caractère public assure une visibilité et un contrôle accru dans son usage, sa stabilité, sa confidentialité, sa sécurité et sa sobriété énergétique et matérielle.

Aujourd'hui déjà, nous utilisons une grande quantité d'identifiants pour accéder à des informations personnelles (assurance-maladie, comptes bancaires, dossier médical, dossiers fiscaux, etc.) Cette tendance semble irréversible. Une unification sous contrôle public est donc souhaitable. Selon nous, l'e-ID devrait néanmoins se limiter à des services de base non-marchands.

## Contrôle public ou régulation ?

D'autres applications à caractère commercial sont déjà très répandues aujourd'hui (cartes de crédit, de paiements, de consommateurs, de transport, de fidélité, cryptomonnaies, etc.) Ces certificats électroniques à usage commercial, devraient rester pour l'instant en dehors du champ de l'e-ID. Mais la vigilance est toujours de mise, car les promesses sur le caractère facultatif pourraient être modifiées. Cela provoquerait davantage de difficultés pour les personnes ne maîtrisant pas l'usage des technologies digitales.

La méfiance face à des nouveaux outils informatiques d'identité est compréhensible, surtout en pleine période de glorification de l'« intelligence » artificielle et autres dérives technologiques. L'avantage d'une solution en mains publiques est d'éviter que des grandes compagnies d'internet (Google, Amazon, Microsoft) ne s'emparent du domaine de l'identification électronique, pour s'ouvrir de nouveaux marchés, en proposant des applications propriétaires, afin de récolter davantage de données personnelles et proposer essentiellement des produits payants (services et marchandises).

Réduire le pouvoir de ces multinationales par des solutions publiques, gratuites et transparentes, réglées par des lois représente une meilleure issue que de proposer une régulation du secteur privé. Cet exemple pourrait servir à s'étendre vers d'autres prestations, comme le courrier électronique.

José Sanchez

Dépôt des signatures du comité « Loi sur l'e-ID Non ». Nils Fiechter, président des Jeunes UDC, Jonas Sulzer et Monica Amgwerd, ex-Parti pirate, Berne, 17 avril 2025.



# ÉCHEC DES (VIDÉO-) SURVEILLEURS

Le 29 juin dernier, la population veveysanne a refusé à 60,6 % un projet qui visait à installer 44 caméras de surveillance autour de la gare de Vevey, dans le but affiché de lutter contre le deal de rue dans cette zone.

Le projet de vidéosurveillance veveysan s'inscrivait dans la continuité des politiques répressives et sécuritaires sur la question du deal de rue qui se retrouvent dans d'autres villes de Suisse et notamment à Lausanne. Nous nous sommes entretenus avec nos camarades de décroissance alternatives (da.) qui ont participé à la campagne victorieuse contre ces mesures.

## Pouvez-vous revenir sur les origines de ce projet ?

Vevey subit un important deal de rue actuellement concentré autour de la Gare. Une partie de la population s'en plaint régulièrement et ressent un sentiment d'insécurité, sous-tendu par des préjugés racistes et attisé à dessein par la droite qui en a fait depuis 2021 – avec la défense de la voiture en ville – son thème favori.

La Municipalité, sous pression, a communiqué en mars 2024 une liste de neuf mesures de compétence communale, dans le cadre de la politique fédérale des quatre piliers en matière de drogue. Certaines ont été mises en œuvre : l'action des polices s'est accrue; l'appel des trois syndicats des villes de Lausanne, Yverdon et Vevey devrait permettre un appui supplémentaire du Canton sur les plans policier, judiciaire et sanitaire; un test de médiation urbaine s'est déployé jusqu'au 31 janvier 2025 et devrait être pérennisé par un renforcement du travail social de proximité, pour lequel un budget est déjà disponible et devrait permettre d'engager 2,1 équivalents plein temps. Par contre, le développement du dispositif socio-sanitaire, la communication ou l'aménagement et l'animation de l'espace public n'ont pas encore été concrétisés.

La vidéosurveillance était la dernière mesure envisagée. Elle a été favorisée, sans réelle étude sur son efficacité, car elle aurait démontré de façon visible que l'exécutif était déterminé à agir. Il faut souligner que c'est la seule mesure qui a été débattue et finalement rejetée. Les autres ont fait l'objet d'un large consensus dès le début et nous demandons leur mise en place sans délai.

## Le projet a par la suite fait l'objet d'un référendum. Il a même entraîné une rupture de collégialité au sein de la Municipalité, avec un soutien affiché du syndic Yvan Luccarini (da.) au non, contre l'avis de ses collègues. Quelles ont été les dynamiques de cette campagne référendaire ?

Il faut préciser qu'il s'agit d'un « référendum spontané », proposé

par le PLR après consultation de tous les partis sauf da. Le but était de convaincre la partie hésitante du Conseil communal, puisque seul un projet validé peut être soumis à référendum. La vidéosurveillance a ainsi été acceptée par une majorité d'environ 2/3, allant de l'UDC au PS.

Le comité Non aux caméras s'est alors formé, sous l'impulsion de da., mais intégrant des personnes de divers horizons, engagées ou non en politique, notamment l'ancien syndic radical de Vevey et ancien président du Conseil national Yves Christen.

La vidéosurveillance était soutenue, outre par la majorité de la Municipalité, par une large alliance de la plupart des partis, PLR et PS en tête. Vevey-libre et les Vert-e-s sont restés neutres. Seul En avant Vevey! appuyait le non aux côtés de da.

La campagne du comité – et celle parallèle de da., avec une lettre adressée à 2000 électeur-ices et signée entre autres par le syndic – a consisté à faire comprendre que la vidéosurveillance est à la fois inutile, intrusive et d'un coût disproportionné, en s'appuyant sur toutes les études montrant qu'elle ne fonctionne pas dans les conditions prévues. Il a aussi fallu démonter le mensonge du camp du oui, qui prétendait que le vote concernait un paquet caméras et mesures sociales, à accepter ensemble, ou à refuser et ne plus rien faire. Nous avons réussi à éviter que la majorité de la population tombe dans ce piège.

## Comment interprétez-vous le refus de ce projet de la population? Notamment, est-ce que vous y voyez un premier indice positif pour da. en vue des élections communales de mars 2026 ?

Ce résultat prouve qu'il est possible de faire passer un message informatif et non simpliste à la population. Mais il ne permet pas de tirer hâtivement des conclusions pour les élections à venir, car rien n'est jamais acquis. Le rejet d'un dispositif technique ou l'adhésion à un programme politique ne répondent pas forcément aux mêmes motivations.

Cependant, ce net refus devrait être un sujet de réflexion pour les partisan-es du oui, PS compris, qui, trop sûrs de l'approbation populaire, y voyaient une occasion rêvée de marginaliser da. *Caramba*, encore raté!

Propos recueillis par Noémie Rentsch

L'ancien syndic radical Yves Christen s'est engagé pour le non.



# UN GRAND OUI POUR L'EXTENSION DES DROITS DÉMOCRATIQUES!

Le 28 septembre prochain, les électeur-ices vaudois-exs seront appelé-exs à se prononcer sur la modification de l'article 142 de la Constitution vaudoise. Ce dernier vise à permettre aux personnes bénéficiant d'un permis de séjour durable (B ou C) d'exercer leurs droits politiques communaux (de vote et d'éligibilité) après cinq ans de résidence en Suisse et trois ans dans le Canton, contre respectivement 10 et 3 ans actuellement.

Aujourd'hui, un tiers des personnes qui vivent, travaillent, consomment, paient des impôts et s'engagent localement dans notre canton ne peuvent pas prendre part aux décisions qui les concernent directement. Un scandale démocratique que la révision complète de la Constitution vaudoise de 2003 a légèrement atténué, puisque qu'actuellement 90 000 personnes – soit 30 % de la population étrangère vaudoise – ont le droit de vote et d'éligibilité au niveau communal.

Raccourcir les délais de séjour nécessaire à l'obtention de droits permettrait ainsi à 30 000 personnes supplémentaires d'accéder à ces droits politiques dans leur commune. Cet élargissement des droits démocratiques est d'autant plus important qu'il renforce à la fois l'intégration politique des habitant-exs du Canton, mais également la participation, la représentativité et la légitimité des décisions prises collectivement.

Enfin sur le plan stratégique, gagner cette votation permettra de préparer le terrain pour l'étape suivante : l'octroi des droits politiques au niveau cantonal. Cet élargissement, porté à l'époque par l'initiative « Vivre et voter ici » et refusée en 2011 est à nouveau mis sur le tapis par celle d'Agissons ! Il fera l'objet d'une nouvelle votation prochainement, près de 15 ans plus tard. Mobilisons-nous pour le renforcement des droits démocratiques !

Térence Durig



Illustration générique de la campagne Pour des baignades inclusives en Suisse

Nidonite

## BAIGNADES INCLUSIVES: UNE CAMPAGNE CONTRE LA DISCRIMINATION DANS LES PISCINES

Porter un habit adapté mais de son choix lorsque l'on se rend à la piscine municipale : un combat féministe et antiraciste qui mobilise.

Les raisons pour vouloir porter des maillots de bain couvrants sont nombreuses : se couvrir du soleil, protéger des problèmes de peau ou des cicatrices, crainte de subir de la grossophobie, pudeur, raisons religieuses, habitude, avoir accouché ou subi une opération, être en transition, etc. Pourtant, certaines communes genevoises interdisent encore de porter l'habit de bain de son choix pour se baigner.

### Des arguments réactionnaires et racistes

Deux obstacles se dressent sur le chemin de l'inclusion : une vision genrée et stéréotypée de l'habillement et une utilisation par la droite du vêtement pour répandre son venin islamophobe. Concrètement, les règlements de certaines piscines à Genève listent les habits autorisés en distinguant ce qui est acceptable « pour les hommes » et « pour les femmes ». Sans surprise, cette discrimination d'accès aux piscines affecte de manière disproportionnée les femmes et les filles. Et bien entendu, en ligne de mire de ce dispositif se trouve le fameux burkini, fort peu répandu mais largement décrié.

Rappelons que le maillot couvrant ne souffre pas de problèmes d'hygiène. Les scientifiques ont étudié le sujet: les seuls critères à retenir sont une matière prévue pour l'eau, l'enfiler sur place, et prendre une douche avant de plonger. Il ne gêne pas non plus la nage, ni le sauvetage, et... si l'objectif est réellement la sécurité, alors admettre les maillots inclusifs dans les piscines (surveillées) permet d'éviter des noyades dans le lac ou le Rhône (généralement non surveillés) !

### Mobilisation des habitantes à Thônex

En 2023 en Ville de Genève, la gauche a obtenu par un vote du Conseil municipal que les piscines soient accessibles seins nus ou entièrement couvert-es.

Mais ce n'est pas encore le cas partout. Si la piscine de Vernier est inclusive, impossible de se baigner avec un maillot couvrant à Lancy, Meyrin ou encore Thônex.

Des habitantes du foyer pour personnes issues de l'asile de la Seymaz (Thônex) ont alerté des militantes pour le droit d'asile, contre le racisme ainsi que le collectif pour la grève féministe, au sujet des interdictions qu'elles (et leurs enfants) avaient subi à la piscine, seul îlot de fraîcheur publique durant l'été, pour des motifs de shorts couvrants ou de manches longues.

Après plusieurs réunions, un solide argumentaire et avec l'arrivée de l'été, une action a été organisée fin mai à la piscine, afin de réclamer un changement du règlement. Sans réaction de la mairie, une pétition a été lancée pour soutenir la démarche. À signer !

Aude Martenot

→ « Pour des baignades inclusives à Thônex » sur [act.campax.org](http://act.campax.org)

# ÉCOLE INCLUSIVE: LE GRAND CONSEIL GENEVOIS RÉGRESSE UNE FOIS DE PLUS!

La majorité de droite du Parlement genevois remet en cause les acquis en matière d'inclusion scolaire. En réaction à la création de nouvelles écoles spécialisées, un collectif d'associations de personnes handicapées lance une initiative populaire pour défendre le droit à une éducation inclusive et non discriminatoire.

Depuis mai 2023, régulièrement, le Parlement genevois, dans sa nouvelle composition droitiste, opère des virages politiques qui compromettent les droits acquis et les progrès sociaux.

Le 20 mai 2025, sa majorité a accepté un crédit d'étude et d'investissement de 42,5 millions de francs pour réaliser sept nouvelles écoles spécialisées à l'horizon 2029. Ce faisant, elle tourne non seulement le dos au principe d'éducation inclusive auquel la Suisse a souscrit en 2014 par la ratification de la convention relative aux droits des personnes handicapées, mais elle va de surcroît à l'encontre des textes consti-

tutionnels ou législatifs précédemment votés par le Grand conseil en faveur de l'inclusion.

La notion d'école inclusive présuppose que chaque enfant et jeune puisse s'inscrire à l'école de son quartier et que les mesures doivent être prises pour que les élèves handicapés ainsi que les classes et enseignant-es concerné-es disposent, au sein de l'enseignement ordinaire, de l'accompagnement individualisé et du soutien nécessaires. Or, en optant pour la création de nouveaux établissements spécialisés, c'est, sans le dire explicitement, bel et bien une volonté de ségrégation qui s'exprime à nouveau. Une nouvelle posture de mise à l'écart

qui prive non seulement les enfants et jeunes concerné-es de la possibilité d'être, comme il se doit, scolarisé-es près de leur domicile et dans les mêmes écoles que les autres, mais qui de plus leur impose de longs et fastidieux trajets et les isole socialement.

La FÉGAPH (Fédération genevoise des associations de personnes handicapées et de leurs proches), qui regroupe et représente 21 organisations d'entraide et de défense ne s'y trompe pas. Elle juge cette décision rétrograde et discriminatoire. Elle condamne cette mise en berne du projet de l'éducation inclusive. C'est pourquoi elle annonçait fin juin dernier son intention de lancer dès la rentrée prochaine une initiative populaire cantonale pour garantir le respect du droit à l'éducation sans discrimination.

Une démarche que nous invitons toute la population genevoise à soutenir, notamment en faisant circuler et en signant cette initiative qui vise à créer de nouvelles places d'enseignement spécialisé dans les écoles régulières. Au travers de ce soutien, ce n'est pas uniquement l'affirmation du droit des enfants et jeunes handicapé-es à une scolarisation dans l'école régulière qui s'exprime, mais également la volonté populaire que l'inclusion ne soit pas qu'un principe dont on se pare, mais un projet de politique publique qui se déploie effectivement en jouissant des financements idoines.

Jocelyne Haller

«Une seule école pour tou-tes». Journée d'action pour les droits et l'autodétermination des personnes en situation de handicap, Berne, 9 mars 2022



Fabian Lütolf

# GÉNOCIDE À GAZA: DÉCISION INDIGNE AU GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS

La résolution interpartis déposée au Grand Conseil neuchâtelois par 44 député-exs demandant au Conseil fédéral d'agir en urgence pour un cessez-le-feu à Gaza n'a pas été acceptée.

Cette résolution n'a obtenu que 58 voix, alors que le règlement du Grand Conseil neuchâtelois prévoit une majorité des 2/3 (soit 66 voix).

Par-delà le résultat, la teneur des débats suscite l'indignation. Les opposant-exs à la résolution ont enrobé leurs discours de propos prétendument humanistes et pacifistes, ainsi que d'une prétendue empathie pour la souffrance subie à Gaza.

Le summum de la honte a été atteint avec des propos négationnistes sur la guerre coloniale et les massacres à Gaza.

La gauche institutionnelle s'est (enfin) positionnée sur la question palestinienne. Des député-exs ont rappelé que la Suisse est depositaire des Conventions de Genève mais qu'elle ferme pourtant les yeux devant des crimes de guerre avérés: le rôle du Grand Conseil est aussi d'exprimer son désaccord face à la politique des autorités fédérales; un cessez-le-feu immédiat et permanent est une condition sine qua non à une paix durable.

Quotidiennement, des dizaines de Gazaoui-exs, dont une majorité d'enfants, meurent de faim, ou sont abattu-exs par l'armée d'occupation en tentant de se procurer de la nourriture.

Nous le rappelons et le rappellerons tant qu'il le faudra, dans la rue et dans les parlements: le silence et la neutralité complices face à des violations des droits humains, et particulièrement face au génocide à Gaza, encouragent les agissements des gouvernements colonialistes d'extrême-droite.

Communiqué commun de Collectif Action Palestine (CAP-NE); BDS Neuchâtel; Action Anti-impérialiste Étudiante (AAIE!); Fédération Libertaire des Montagnes; solidaritéS Neuchâtel



Installation vidéo sur le *deep sea mining* co-produite par Greepeace. Fabrique des lumières, Amsterdam, juin 2025.

Écologie International

# LES ABYSSES DU CAPITAL

Depuis quelques années, les projets d'exploitation minière des fonds océaniques se multiplient. Si elle était amenée à se développer, cette pratique aurait de graves implications pour l'écosystème marin, le climat et par extension pour l'ensemble de la vie sur Terre.

Plusieurs sommets internationaux se sont récemment focalisés sur le problème de l'exploitation minière des fonds marins – ou *deep sea mining* (DSM). L'intérêt industriel pour les ressources des profondeurs océaniques est effectivement croissant, mais une grande partie du monde scientifique alerte sur les risques que celui-ci fait peser sur des écosystèmes très particuliers mais fondamentaux.

## Importance climatique et écologique

Dès 200 mètres sous la surface, la lumière du soleil ne pénètre presque plus, induisant des conditions très particulières : obscurité totale, pressions extrêmes, températures très basses, etc. Cet « océan profond » est absolument immense, puisqu'il compose probablement plus de 90 % du volume océanique total de la planète. Selon de récentes estimations, moins d'un quart de celui-ci est connu et cartographié.

Cette immensité confère à l'océan profond des fonctions fondamentales pour le système Terre. Sur le plan climatique, il assure l'absorption de larges quantités de gaz carbonique. C'est l'un des plus importants puits de carbone « naturels ». L'océan profond contribue grandement à la régulation de la température atmosphérique. Les océans véhiculent de forts courants en profondeur qui assurent un équilibre thermique global.

Sur le plan écologique, des espèces endémiques peuplent les fonds océaniques – ces écosystèmes sont encore mal connus, mais des recherches montrent déjà leur importance pour l'ensemble de la biosphère. L'océan profond joue un rôle essentiel dans le cycle des nutriments : produits de la décomposition de la matière organique de l'ensemble des écosystèmes marins, les nutriments présents en profondeur remontent vers la surface par le brassage des eaux, où ils nourrissent le phytoplancton, base de toute la vie marine.

## Ressources convoitées

En plus des nombreuses espèces vivantes qui le peuplent, l'océan profond recèle de nombreux minéraux, convoités par certaines multinationales qui voudraient les exploiter par DSM. Les convoitises concernent essentiellement les nodules polymétalliques, c'est-à-dire des petites roches arrondies, formées au fond des océans. Leur composition dépend de leur emplacement, mais comprend principalement du manganèse, du fer, du nickel, du cobalt et du cuivre – des métaux aux multiples usages industriels. Dans certaines zones océaniques, les nodules polymétalliques contiennent aussi des terres rares – un groupe de métaux aux propriétés spécifiques les rendant essentiels dans plusieurs secteurs de la production industrielle contemporaine (numérique, transition énergétique, aérospatial, etc.)

Les quantités potentiellement extractibles sont faramineuses : les estimations varient, mais les fonds

océaniques compteraient plusieurs milliers de milliards de tonnes de nodules polymétalliques. Pour certains métaux critiques comme le nickel ou le cobalt, de tels stocks dépassent largement ceux connus sur l'espace terrestre. L'intérêt industriel est donc énorme, alors les projets d'exploitation minière des fonds marins se multiplient tandis que progressent les connaissances scientifiques sur l'océan profond.

L'enjeu du DSM est aussi géopolitique, car certaines ressources critiques présentes dans les fonds océaniques – comme le cobalt ou les terres rares – sont aujourd'hui majoritairement extraites et/ou transformées sous contrôle d'entreprises chinoises, créant des situations de quasi-monopole sur les chaînes d'approvisionnement mondiales.

## Extraction compliquée mais rentable

L'exploitation minière des fonds océaniques est nettement plus compliquée que l'exploitation terrestre car elle se déroule à plusieurs kilomètres de profondeur, dans des conditions extrêmes de pression, de température et d'obscurité. Des technologies très sophistiquées et coûteuses sont alors nécessaires pour récupérer les nodules. Concrètement, il s'agit de « racler » les fonds océaniques avec un véhicule sous-marin, avant que le minerai ne soit transporté vers un bateau situé à la surface qui l'acheminera vers la terre ferme.

Les dégâts d'un tel dispositif technologique sur l'écosystème des profondeurs océaniques sont absolument désastreux, puisque cela revient à détruire le biosystème pratiquement sur toutes les zones ainsi exploitées, induisant de graves effets climatiques et écologiques pour l'ensemble de la planète. Depuis plusieurs années, scientifiques et activistes écologistes se mobilisent à l'échelle internationale pour pousser les États à interdire le DSM.

Malgré son coût financier d'exploitation beaucoup plus important que son équivalent terrestre, l'activité minière sur le plancher océanique reste rentable pour le capital, tant les volumes extractibles sont importants et leurs débouchés variés. Dans cette course industrielle au pillage des abysses et de leurs ressources, le risque de franchissement d'une nouvelle frontière planétaire ne pèse pas lourd face à la recherche du profit.

Antoine Dubiau ■

# PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ : PENSER NOTRE RELATION AU VIVANT

À l'heure du sacrifice des politiques écologiques et climatiques au profit du réarmement, rappelons quelques éléments de la lutte pour le maintien de la biodiversité, ainsi que les limites des politiques de conservation actuelles.

Le terme de biodiversité recouvre une réalité bien plus vaste que la seule diversité des espèces, puisqu'il tente de saisir leurs interrelations, ainsi que celles avec leur milieu, cela dans un cadre évolutif. Mais la biodiversité possède aussi un caractère politique affirmé, ce qui explique à la fois son attrait et son rejet. Les promoteurs du terme voulaient ainsi mettre en évidence la crise environnementale, manifeste dès les années 70, et sensibiliser les États et les institutions internationales à ses dangers. À l'époque – et cette tendance est récurrente dans une partie de la littérature scientifique – la cause du déclin résidait tout entière dans la croissance de la population mondiale. Ce simplisme réducteur traduit l'énorme difficulté qu'a la communauté scientifique à intégrer l'existence du capitalisme dans sa réflexion et à en dépasser les fausses évidences.

Ainsi, pour tenter de réduire, au moins verbalement, les effets destructeurs de l'accumulation et de l'exploitation capitalistes, on adopta, à peu de frais, le vocable du *développement durable*. C'est sous cette égide que s'est tenue en 2010, au Japon, la Conférence mondiale sur la biodiversité à Nagoya, dans la préfecture d'Aichi, qui donnera son nom aux objectifs de cette réunion. Fin 2020, l'ONU ne pouvait que constater qu'aucun des objectifs – pourtant fort modérés – d'Aichi n'avait

été atteint par les États signataires (près de 200, mais sans les États-Unis).

Entretiens, la prétendue science économique avait bricolé avec un certain succès, financier du moins, la notion de services écosystémiques. Il ne s'agissait rien de moins que d'intégrer dans le calcul de la rationalité capitaliste cette « externalité » qu'était le fonctionnement de la vie.

## Biodiversité : pouvoir nommer une crise

En fait, si le terme de biodiversité a acquis son influence actuelle, c'est parce qu'il permet de nommer la crise environnementale majeure déclenchée par le développement des sociétés capitalistes. Certains auteurs parlent alors de 6<sup>e</sup> extinction des espèces. Compte tenu du fait que cette extinction n'est scientifiquement acquise que lorsque 75 % des espèces animales et végétales présentes sur les continents et dans les océans ont disparu, l'appellation semble précoce, ce résultat ne devant pas se manifester avant quelques centaines d'années. Par ailleurs, les connaissances sur les cinq premières extinctions et sur leurs causes sont très lacunaires. D'où la réticence de nombreux scientifiques à utiliser une caractérisation renvoyant à des processus diversifiés ou méconnus. On parle alors de déclin rapide, d'effondrement ou l'on utilise des formules du genre « *vers la 6<sup>e</sup> extinction de masse* ».

Surtout, les chiffres médiatisés se focalisent d'abord sur les animaux vertébrés (l'effet panda du marketing des organisations de protection de la nature), alors que la masse de la biodiversité animale (70 %) concerne les invertébrés (insectes, mollusques, crustacés), dont la bouille est nettement moins accrocheuse.

Une étude pluridisciplinaire française a établi que la perte de biodiversité actuelle pourrait se situer aux environs de 7 % d'espèces. L'IPBES, qui est l'équivalent du GIEC pour la biodiversité, a évalué en 2019 à un million le nombre d'espèces animales et végétales menacées parmi les huit millions que compte la Terre. Parmi ces espèces, plusieurs disparaîtront dans les prochaines décennies. Quoi qu'il en soit, c'est le rythme du déclin qui est alarmant. Selon l'IPBES, la rapidité de la disparition serait jusqu'à plusieurs centaines de fois plus rapide que la moyenne des 10 derniers millions d'années.

## Les politiques de conservation en débat

Ces résultats décourageants ont relancé un vieux débat dans la nébuleuse qui s'occupe de la protection de la nature et où s'agitent aussi bien des Organisations non gouvernementales (ONG, plus ou moins NG du reste, puisque bénéficiant de fonds publics), des institutions internationales et des gouvernements.

Les premières idées bourgeoises de conservation de la nature – et leur mise en pratique – accompagnent le mouvement de dépossession des grandes masses rurales de leurs moyens de production, c'est-à-dire la réforme des *enclosures* aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles. Cette origine dans la grande propriété foncière explique peut-être le nombre de têtes plus ou moins bien couronnées qui se retrouvent dans les organisations de protection de la nature. Celle-ci trouvera non seulement le chemin de l'élite capitaliste, mais accompagnera la colonisation (grands parcs africains et plus tard asiatiques) et survivra aux indépendances. Les pratiques (néo) coloniales ne cesseront pas pour autant. À tel point que certaines organisations de conservation se demandent aujourd'hui s'il n'est pas temps de prendre plus sérieusement en compte la justice sociale dans leur projet...

Aux États-Unis, la conservation de la nature va se répandre conjointement à l'appropriation brutale du territoire que fut la conquête de l'Ouest, en s'enrichissant d'une nouvelle notion, celle de *wilderness*, qui combine l'idée de vie sauvage avec l'absence de population humaine. Elle se nourrit de références d'abord bibliques, puis romantiques. La controverse du début du 20<sup>e</sup> siècle opposant les protectionnistes de la nature (ou préservationnistes) de John Muir aux conservationnistes de Gifford Pinchot se polarisera autour du lien

homme-nature. Pour les premiers, il s'agit, au nom de la protection de la nature, d'ériger de véritables sanctuaires d'où l'homme serait absent. Pour les seconds, il s'agit au contraire d'aborder la conservation de manière utilitariste, en tentant d'en tirer profit. Cette deuxième conception l'emportera lors de la création des parcs étasuniens de Yosemite et de Yellowstone. Aujourd'hui, on parle d'une vision écocentrique d'une part et anthropocentrique d'autre part.

### Dépasser l'idée de nature vue comme un spectacle

Mais dans les deux cas, on reste dans le cadre du spectacle de la nature et non pas dans une approche qui verrait la biodiversité être préservée dans une nature où la relation à l'espèce humaine se fait essentiellement par la médiation du travail et de la production.

Actuellement, pour les partisans de l'approche écocentrique, il s'agit de promouvoir le Projet moitié de la Terre (« Project Half-Earth »). Il vise à sanctuariser une superficie équivalente à une demi-planète pour y préserver la vie sauvage. Cette proposition, peu réaliste et réactionnaire, qui suppose une diminution draconienne de la population humaine, contient en creux une critique de la politique anthropocentrique menée par les instances dominantes de la conservation de la nature. En imaginant un projet reposant sur une dualité absolue entre l'espèce humaine et la nature, Half-Earth juge clairement que la conservation actuelle, fondamentalement respectueuse du fonctionnement du capitalisme, n'est pas capable de conserver vraiment la biodiversité. Ce qui, dans la durée, est sans doute vrai.

Cependant, ce débat passe à côté du problème majeur de la protection de la biodiversité, car la politique officielle dite des « points chauds » (*hotspots*) ne s'intéresse prioritairement qu'à une forme de biodiversité, officiellement qualifiée de remarquable. Les critères de sélection de ces grandes zones : abriter au moins 1500 espèces de plantes vasculaires endémiques (plus de 0,5 % du total mondial) et avoir perdu au moins 70 % de son habitat originel. On peut à juste titre débattre de la pertinence de ces critères, arbitraires. Mais on doit constater aussi que ces efforts auront peu de portée tant que le problème ne sera pas posé de manière radicalement autre, en se préoccupant prioritairement du rapport entre le fonctionnement du mode de production dans lequel

nous vivons et la biodiversité commune, par opposition à la biodiversité remarquable.

La destruction de la biodiversité n'est pas l'effet d'une préoccupation oubliée, ou d'un abus, mais bien celui du fonctionnement quotidien du capitalisme.

Tenter de sauver la biodiversité par la construction de zones isolées n'aura des effets positifs que temporaires. À terme, aucun endroit du globe n'échappera réellement à la pollution de l'air ou à la diffusion des microparticules, en particulier celles du plastique, glaces de la banquise du Pôle Nord comprise. Sans parler des polluants éternels (PFAS). Et les effets du changement climatique ne s'arrêteront pas aux portes des parcs nationaux. La séparation absolue « espèce humaine/nature » est quotidiennement battue en brèche par le fonctionnement du capitalisme et continuerait à l'être sous toutes les formes de socialisme.

Le mouvement contradictoire qui anime le couple « espèce humaine/nature » doit être au fondement de notre conception de la sauvegarde de la biodiversité. Oui, l'espèce humaine est singulière, puisque la seule à avoir développé des modes de production économiques et les sociétés qui les créent et les animent ; oui, l'espèce humaine appartient pleinement au monde naturel et ne saurait effacer ses contraintes d'un trait de plume (ne nous félicitons pas trop de nos victoires sur la nature, disait déjà le vieil Engels).

Historiquement, les relations entre ces deux pôles ont évolué d'une manière qui est à la fois contradictoire et complémentaire. Contradictoire : nos ancêtres ont aussi bouleversé des régions et des paysages, déséquilibré des écosystèmes. Et la domestication des bovins semble bien nous avoir apporté la rougeole. Complémentaire : bactéries et virus ont aussi contri-

bué à notre propre évolution et nous serions bien incapables de digérer sans cet apport extérieur à notre microbiote intestinal...

Sous le capitalisme toutefois, cette relation a pris des allures de plus en plus destructrices pour ses deux termes. Même l'illusoire sortie « verte » hors de la dépendance aux énergies fossiles va puissamment stimuler une industrie extractiviste dont on connaît les méfaits sur les aires biotiques où elle creuse et arase.

Nous n'échapperons pas à la nécessité de réfléchir rigoureusement, sans romantisme ni illusions scientifiques, à la manière de produire la matérialité de notre vie en société et à ses effets sur la biodiversité qui nous entoure et nous façonne. Cela, à partir d'une conception compréhensive de la nature, au double sens du terme : qui comprend cognitivement, mais aussi qui se montre bienveillant.

Daniel Sürri



Action en marge de la 2<sup>e</sup> partie de la COP 16 Biodiversité, Rome, 21 février 2025

# UN MANIFESTE ANTIRACISTE POUR UNE ÉCOLOGIE DE LA LIBÉRATION

L'ouvrage avec ce sous-titre, qui vient de paraître, inaugure une nouvelle collection littéraire intitulée « Écologies de la libération », dirigée par la militante antiraciste et écologiste Fatima Ouassak. Onze textes individuels ou de collectifs dessinent un horizon émancipateur à nos luttes pour le vivant, avec comme enjeu incontournable celui de la libération de la Palestine. Questions à Fatima Ouassak.

**Pourquoi avoir accepté de diriger cette collection ? Quelle est l'utilité pour nos luttes des livres qui seront publiés – comme celui dont nous parlons aujourd'hui ?**

Au printemps 2024, j'ai été contactée par les éditions Les Liens qui libèrent (LLL), la camarade et amie Gabriela Larrain en particulier, pour réfléchir autour d'une nouvelle collection à un espace dédié aux écologies alternatives et radicales, mais aussi à la convergence des luttes, aux passerelles entre les différents champs d'émancipation à gauche.

Ce projet m'a tout de suite enthousiasmée car il correspond parfaitement au travail que je mène depuis plusieurs années, d'une part, en matière d'alliances des luttes – écologistes et antiracistes notamment – et d'autre part, en termes de production d'une réflexion écologiste critique – par exemple dans mon livre *Pour une écologie pirate* où je mobilise des concepts (« sans-terres », « désenclavement territorial et spirituel », « sécession », etc.) qui font écho aux théologies de la libération et aux pensées décoloniales d'Amérique du Sud et d'Afrique.

Ce travail militant et intellectuel s'est inscrit dans des luttes collectives, menant à l'organisation de la première marche écologiste et antiraciste en 2020 à Beaumont-sur-Oise (lieu où Adama Traoré a été tué par la police en 2016) avec le mot d'ordre « On veut respirer » et inspirant la création de Verdragon, la première Maison de l'écologie populaire, réseau d'acteur·ices et lieu

ressource de l'écologie décoloniale dans un quartier de Bagnolet en Seine-Saint-Denis.

J'ai accepté la proposition des LLL, heureuse d'avoir la possibilité de travailler à un espace éditorial dédié à des dynamiques que je sais émergentes partout en France et en Europe. Et nous avons travaillé plus précisément à une collection « Écologies de la libération », c'est-à-dire antiraciste, anticolonialiste, et internationaliste, pour répondre à l'urgence que constituent les conséquences du dérèglement climatique ainsi que la montée en puissance des fascismes et des extrêmes droites en France et en Europe.

Mon ambition était d'ouvrir un espace critique décolonial dans le champ de l'écologie, et de participer ainsi aux ruptures et au renouvellement nécessaires dans l'écologie politique en France et en Europe. Je voulais que cette collection se saisisse des impensés et angles morts de l'écologie – suprématie blanche et occidentale, rapport de domination coloniale et racisme environnemental entre autres – pour déployer de nouveaux outils critiques. J'avais repéré des besoins dans le champ des luttes notamment, et nous avons défini plusieurs axes pour guider les choix éditoriaux : l'ancrage des ouvrages dans les luttes de terrain pour s'appuyer sur ces luttes et pour en retour leur servir d'outils, la valorisation des savoirs situés et périphériques, le travail sur les esthétiques, les imaginaires et les utopies depuis les marges ; et

la défense de principes non négociables à savoir la défense de l'égalité humaine et des libertés fondamentales.

**Vous me disiez qu'il était important de continuer à se battre pour faire exister la Palestine dans le monde de l'édition francophone. Pourquoi l'occupation coloniale de la Palestine et son prolongement génocidaire dramatique sont-ils aussi des enjeux écologiques ?**

Il a toujours été important pour nous, militant·es antiracistes et des quartiers populaires qui avons accès aux espaces de pouvoir que sont la culture, les livres, les expos, l'université, les médias, etc. de faire exister la Palestine dans ces espaces. Personnellement, j'ai été en grande partie formée politiquement par la question palestinienne et par des militant·es de la cause palestinienne. Ça fait partie de mon ADN politique et intellectuel. Et en retour, j'ai toujours fait en sorte que la Palestine soit présente dans mes projets personnels ou collectifs. Palestine, matin, midi et soir, et quel que soit le sujet. Malheureusement ces 20 dernières années, la question palestinienne a été beaucoup moins présente dans les espaces de la gauche française. Et c'est ce qui explique en partie la faiblesse de la position de la gauche, y compris la plus radicale, au début du génocide à Gaza en octobre 2023. Ça dit l'importance d'entreprendre un travail de fond pour que la question palestinienne retrouve une place centrale dans tous les espaces dé-

diés à l'émancipation, à la culture, au bien commun, au droit, au beau, etc. L'un de ces espaces, c'est évidemment tout le circuit du livre, les librairies, les universités, les bibliothèques, les médias. La collection « Écologies de la libération » vise à participer à ce travail pour que le rapport de forces y soit plus favorable à la Palestine.

Il s'agit de proposer des éclairages (politiques, historiques, autobiographiques, sensibles, etc.) pour comprendre la logique coloniale et génocidaire à l'œuvre en Palestine. Il s'agit de rappeler de quoi la Palestine est le nom, y compris pour nous qui vivons en Europe. À partir d'analyses de la question palestinienne envisagée sous l'angle de l'écologie politique, il s'agit précisément de réinscrire la lutte pour la libération de la Palestine dans les impératifs de gauche.

Quant à savoir pourquoi la question palestinienne est aussi une question écologiste, il suffit de comprendre que l'entreprise de colonisation de peuplement détruit aussi la terre. La colonisation de la Palestine c'est la destruction systématique des écosystèmes, de l'accès à l'eau et des pratiques agricoles ancestrales, un écocide pensé par l'État colonial et génocidaire israélien pour déraciner les corps, les arbres et les mémoires palestiniens.

L'un des exemples de cette entreprise de déracinement concerne les forêts plantées par l'État colonial et génocidaire israélien sur les ruines de villages détruits après 1948 : il s'agit de plantations de pins



non endémiques qui visent à assécher les sols, provoquer des incendies et effacer la biodiversité locale. C'est notamment l'olivier, symbole de l'ancrage palestinien qui est visé : 100 000 arbres déracinés en 10 ans, entre 2010 et 2020. Autres chiffres : 80 % des ressources en eau souterraine de Cisjordanie sont accaparées par l'État colonial et génocidaire israélien.

Ce qui se passe en Palestine, c'est une stratégie coloniale d'effacement qui touche la terre, les êtres, les savoirs. Dans son projet de destruction de la Palestine, l'État colonial israélien articule parfaitement génocide et écocide : les Palestiniens qu'il ne peut tuer aujourd'hui avec les bombes, les balles, la faim et la maladie, il s'arrange pour les faire mourir ou partir demain en rendant leurs terres inhabitables.

**Vous ouvrez le manifeste avec la célèbre citation de Fanon sur les missions historiques de chaque génération. Selon toi, notre mission est de « travailler à un projet écologiste où l'égalité humaine est à la fois le centre et l'horizon ». Pouvez-vous développer ?**

À l'heure où même les suprémacistes parlent d'écologie – en France les dirigeant·es du Rassemblement national parlent d'une nécessaire « écologie des frontières » – le manifeste pointe comme boussole écologiste l'égalité humaine et la liberté de circulation sans conditions. Histoire de ne pas mélanger torchons et serviettes.

Il s'agit de rappeler aux camarades écologistes que celles et ceux qui travaillent à la hiérarchisation raciale des humains et à la sous-humanisation de certain·es (musulman·es, non-blanc·es, migrant·es, etc.) sont des ennemis politiques, même s'ils reconnaissent qu'il y a dérèglement climatique, même s'ils trient leurs déchets et qu'ils font du vélo.

Il s'agit de réaffirmer qu'on ne peut pas lutter contre les ravages causés à la terre sans dans le même temps lutter contre la sous-humanisation des habitant·es des terres les plus ravagées. Que sans lutte antiraciste et anticolonialiste dans l'écologie politique (l'horizon d'égalité humaine), il n'y a qu'inconséquence, malhonnêteté et hypocrisie.

Quand je dis « le centre et l'horizon », ça veut dire qu'il ne s'agit pas que d'utopie, ou d'un rêve lointain. La question antiraciste et anticolonialiste doit structurer l'écologie, y compris dans ses modalités stratégiques, le travail de terrain, les projets locaux, etc.

**Le manifeste est constitué de 11 textes, d'auteurs·ices individuels – notamment le militant et co-fondateur du collectif Urgence Palestine France Omar Alsoumi ou le militant et historien panafricain Amzat Boukari (qui nous avait accordé un entretien), ou encore l'artiste Maya Mihindou – mais aussi du collec-**

**tif Vietnam-Dioxine et de l'association A4. Pourquoi ce format polyphonique ?**

Nous avons cherché à engager le dialogue entre des militant·es et des universitaires, à la croisée de l'écologie, du féminisme, de la question animale, de l'analyse de la colonialité et d'une radicalité affirmée. Et à valoriser les luttes menées dans le champ de l'écologie décoloniale en France hexagonale – en particulier dans les quartiers populaires – dans les Outre-mers, en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie, et la dimension collective de ces luttes en ouvrant en effet l'espace du livre à deux collectifs militants, Vietnam-Dioxine et A4.

Avec ce format polyphonique, nous avons cherché à montrer la complexité, les soubresauts et les tâtonnements propres aux esthétiques expérimentales dans les traditions décoloniales et écoféministes. Pour produire une réflexion et des outils de lutte pensés depuis les périphéries marginalisées qui s'appuient sur les expériences concrètes de terrain. Pour définir les principaux enjeux, champs d'action et luttes concrètes de l'écologie décoloniale contemporaine, et répondre de manière inédite à une demande de grilles d'analyse et de perspectives en matière d'écologie politique et d'anticolonialisme, deux champs encore trop rarement envisagés conjointement.

L'enjeu de donner à voir et comprendre la diversité et les désaccords est très important pour nous. Vous avez cité la diversité, il y a aus-

si des textes qui pointent des désaccords stratégiques et même parfois idéologiques, des sujets de controverse, même si la question est de savoir, *in fine*, comment réussir à « faire monde » ensemble.

**Pouvez-vous revenir sur certaines idées importantes à vos yeux du manifeste ?**

Il y en a beaucoup mais j'en citerai une : héritier·es des pensées anticoloniales et décoloniales, quand nous parlons de terre, nous ne parlons pas seulement des conditions de notre subsistance. Il est aussi question de dignité car la libération de la terre est aussi une condition à l'émancipation de celles et ceux qui l'habitent. C'est précisément cet enjeu que ce manifeste explore, pour citer Fanon comme le fait Norman Ajari dans son texte : « Pour le peuple colonisé, la valeur la plus essentielle, parce que la plus concrète, c'est d'abord la terre : la terre qui doit assurer le pain, et bien sûr, la dignité. » C'est ce qu'explorent Nadia Yala Kisukidi quand elle parle de « terre de repos », le collectif A4 quand il parle « d'ancrage territorial » ou Omar Alsoumi quand il parle de libération de la Palestine.

Propos recueillis par Anouk Essyad  
Une version légèrement plus longue est disponible sur notre site



Terres et Liberté  
Manifeste antiraciste pour une écologie de la libération, Paris, Les Liens qui libèrent, 2025

# 10 ANS APRÈS L'ÉLECTION DE SYRIZA, OÙ VONT LA SOCIÉTÉ ET LA GAUCHE GRECQUES?

En 2015, le peuple grec élisait Alexis Tsipras et son parti, SYRIZA. Cette nette élection puis le *non* massif exprimé lors du référendum en juillet 2015 sur les mesures de gestion de la dette du pays avaient envoyé un message populaire fort à l'Union européenne contre le néolibéralisme et l'austérité. Tassos Anastassiadis, sociologue et journaliste, membre d'Anametrisi et de la section grecque de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous expose son point de vue sur la situation actuelle en Grèce. Entretien.

**Il y a 10 ans, Le Premier ministre Alexis Tsipras a appelé la population grecque à rejeter par référendum le programme de gestion de la dette imposé par l'UE et le FMI. Pourtant, SYRIZA a ignoré le *non* exprimé par la population à plus de 61% et appliqué un *oui*. Pourquoi penses-tu que le gouvernement Tsipras a accepté les conditions de l'UE contre la volonté populaire ?**

Cette impressionnante volte-face a été expliquée politiquement de multiples façons, de « *l'adaptation à la réalité d'un supposé TINA (There Is No Alternative)* » à « *l'inadéquation réformiste* » de SYRIZA ou même à sa « *bureaucratization* ». Toutefois, quelle que soit leur valeur interprétative, ces explications doivent s'intégrer à la question plus fondamentale de la réponse ouvrière à la crise capitaliste. En effet, les enjeux conjoncturels, « l'accord sur la dette », n'étaient que l'expression d'une crise de l'Eurozone qui aspirait à transférer violemment de la valeur créée du travail vers le capital, par le biais de la gestion de la dette dite « publique » – et, bien sûr, à un affaiblissement des relations de travail.

Ce conflit a atteint son paroxysme dans les « pays du Sud », en particulier en Grèce. Malgré les intentions relatives, il n'y a pas eu d'unification des classes ouvrières au niveau européen, à l'inverse de ce qui s'est passé avec ses classes dirigeantes, même sur le plan insti-

tutionnel. L'observation de Trotsky et de Gramsci selon laquelle l'émancipation sera plus compliquée à l'Ouest qu'à l'Est, en raison des méandres et des tentacules de l'État, est renforcée par cette dimension d'une classe dirigeante s'organisant au-delà de ses parcelles nationales. Dans ce contexte, où le chantage au *grexit* acquiert une matérialité immédiate, seules une clarté programmatique et une unité de classe, au-delà des frontières bourgeoises, peuvent répondre, même de manière transitoire. À ces deux niveaux, les insuffisances étaient évidentes !

**Quel rôle a joué la gauche radicale à l'époque ?**

Les insuffisances mentionnées sont vraies même pour la gauche radicale, d'autant plus qu'en termes de volume et de poids, elle était relativement forte. Sa principale faiblesse était sa fragmentation, bien qu'une partie, ANTARSYA, ait aspiré au début de la crise à se constituer en acteur politique anticapitaliste, et qu'une autre partie se soit jointe à l'aile gauche de SYRIZA.

Le rôle joué par ces différentes composantes diffère, même si la recherche de ruptures radicales avec la société bourgeoise semble être un objectif commun. Pour la gauche grecque, de tradition largement stalinienne, avec un KKE (Parti communiste grec) fort et sans considération pour l'unité de classe,

ses propositions politiques n'ont pas soulevé la question de l'unité des travailleur·ses dans le cadre d'un « gouvernement de gauche » existant.

Les réflexes corrects de la gauche radicale, comme lors du référendum pour le *non*, n'ont pas suffi à construire un discours politique et, surtout, une action dans une perspective anticapitaliste unitaire. Même sur des questions tactiques, comme l'établissement d'une commission d'audit de la dette, ses réponses ont été multiples et divergentes. Dans une certaine mesure, ses différentes composantes se sont retrouvées piégées dans la concurrence théâtrale de la politique bourgeoise et de son échec prévisible sans construction d'un rapport de forces suffisant pour répondre aux chantages des bourgeoisies européennes unifiées. Or, la défaite n'est pas celle de Tsipras, c'est celle de nous tous·tes.

**Comment la situation économique et sociale grecque a été impactée par les mesures d'austérité imposées par l'UE ?**

Le troisième mémorandum, signé par Tsipras avec la Troïka (la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le FMI) en 2015, n'a fait qu'approfondir la ligne néolibérale des deux précédents gouvernements. Il a même été ratifié par le gouvernement qui l'avait contesté initialement.

Zoe Konstantopoulou, l'une des principales figures de la gauche grecque, lors du rassemblement de protestation à Athènes à l'occasion du 2<sup>e</sup> anniversaire de l'accident ferroviaire de Tempi. Ces rassemblements qui ont eu lieu dans toutes les villes de Grèce et la grève concomitante appelée par les syndicats ont fait du 28 février 2015 le plus grand mouvement social depuis la fin de la dictature.

Au-delà de la pérennisation de la dette, le démantèlement des relations de travail, les privatisations, la suppression d'une partie de la protection sociale, la réduction permanente et étendue des salaires et surtout des retraites se sont poursuivis et intensifiés. Plus important encore, la promesse de Tsipras selon laquelle il parviendrait à « *adoucir* » l'austérité s'est révélée être une illusion, voire un mensonge – et c'est peut-être la raison objective de son recul et de sa disparition politique après 2019.

**Comment se porte la société grecque 10 ans après ?**

La reprise économique semble réelle, mais c'est surtout aux niveaux des affaires et des profits, centrée sur quelques secteurs comme le tourisme ou le bâtiment. Par rapport à l'énorme contraction économique imposée par les mémorandums et la crise, ça peut sembler euphorique, même si on ne voit pas de décollage de fond ! Le prix a été payé par une société qui a subi une baisse radicale de son niveau de vie, mais aussi une décomposition des liens sociaux.

La généralisation du travail flexible et de l'individualisation a bien profité aux affaires, mais a aussi réduit considérablement le potentiel défensif et revendicatif, surtout au niveau syndical. D'ailleurs, cela a affecté plus largement l'action collective, d'autant plus qu'un arsenal institutionnel et



étatique spécial contre toute forme d'action collective s'est progressivement instauré, en particulier par le gouvernement de droite de la Nouvelle Démocratie (et son aile d'extrême droite).

**Quel impact ont eu les décisions de SYRIZA sur la gauche en Grèce de manière générale ? Où en est ce parti aujourd'hui et la gauche plus largement ?**

Que dire de SYRIZA ? Peut-être qu'il n'existe plus ? Si l'on fait abstraction de ceux qui l'ont quitté après 2015 (ses tendances de gauche, sa jeunesse, ou même des personnalités comme Zoe Konstantopoulou ou Yanis Varoufakis), SYRIZA s'est formellement scindé en trois petits partis, ce que l'on appelle SYRIZA, la « Nouvelle gauche » – composée des figures politiques qui ont encadré le gouvernement SYRIZA – et une partie autour de Kasselakis (qui était le successeur de Tsipras à la présidence) – et il y a même des bruits de couloir d'une éventuelle nouvelle « initiative » de Tsipras lui-même.

Si nous voulons parler de « la gauche », il est plus pertinent de parler de ce qui existe. Le KKE existe à la fois de manière organisée sur les lieux de travail et au niveau local, et il a aussi une vraie base électorale. On doit aussi parler des différentes parties de l'ancienne « gauche radicale », voire des milieux anarchistes. Plus généralement, les effets de la défaite de 2015

continuent à peser et à pousser une dynamique de fragmentation, voire de scissions, tant du point de vue de la compréhension et des bilans de la défaite que du point de vue des masses, pour lesquelles l'individualisation et la désorganisation accélérées créent des frustrations compréhensibles.

Dans une telle atmosphère générale, le repli sur des schémas de pensée hérités rend plus difficile toute reconfiguration nécessaire de la gauche, d'autant plus que l'héritage stalinien et le repli national ajoutent des obstacles à l'orientation dans un monde de plus en plus chaotique. Ce n'est donc pas un hasard si la prédominance campiste empêche cette gauche de se solidariser réellement avec l'Ukraine, la Syrie, l'Iran, etc. Mais en fin de compte c'est la lutte de classes réelle qui peut nourrir une renaissance politique.

**Comment tu expliques la montée du parti de Zoe Konstantopoulou, Cap sur la liberté ? S'agit-il vraiment d'une alternative à gauche ?**

La montée de Cap sur la liberté dans les sondages est réelle et exprime aussi le type de relation qui lie Konstantopoulou avec son public. Bien qu'elle ait quitté SYRIZA juste après sa capitulation face à l'UE, et malgré sa radicalité contre les mémorandums, elle n'a pas formé un pôle organisé, mais est restée une personnalité « intransigeante ». Cependant, il est

difficile de la situer à gauche, car elle a parfois adopté des positions nationalistes extrêmes. Il est vrai que, ces derniers temps, dans ses interventions parlementaire sur les questions de Tempi (un accident ferroviaire tragique causé par les privatisations et le néolibéralisme en 2023), et sur d'autres thèmes (comme les droits des immigrés), elle a pris une orientation plus à gauche. C'est le problème des « caudillos » (personnalités publiques), surtout s'ils n'ont pas de liens systématiques avec des forces populaires organisées.

Il serait intéressant de comparer Konstantopoulou à Varoufakis et son parti, MERA25, qui, avec à peine moins de voix, n'a pas pu entrer au parlement lors des législatives de 2023. Bien qu'il s'agisse également d'une « personnalité » et qu'il soit moins « radical » qu'elle dans sa rupture avec SYRIZA (après tout, il est l'un des principaux coresponsables de la prétendue négociation avec la Troïka), MERA25 et sa coopération avec la LAE (Unité populaire) ont donné à son espace une orientation de gauche, voire « radicale ».

**Quelle perspective pour reconstruire un front de gauche porteur d'une alternative crédible et radicale face au gouvernement de Kyriakos Mitsotakis et de la Nouvelle Démocratie ?**

Dans l'arène électorale, aucune perspective de ce type n'est actu-

ellement à l'horizon, alors que les forces politiques qui dominent la scène officielle et médiatique aujourd'hui sont la Nouvelle Démocratie et le PASOK. Le KKE et les débris de SYRIZA ne veulent pas ou ne peuvent pas former quelque chose de ce genre. Mais en dehors de l'arène électorale, plus fondamentalement, les difficultés à former un front, en particulier radical et réaliste, découlent des effets de la défaite, mais aussi des enjeux sentis par les masses.

Cependant, il y a aussi des signes positifs, en particulier dans certaines luttes, syndicales ou autres (écologiques, pour les immigrés, etc.), où l'on constate une tendance à l'unité de classe contre un capitalisme sans limitations et très répressif. Même au sein de la gauche radicale, des tentatives sont faites pour surmonter la fragmentation. Ce fut, par exemple, le cas de la fondation d'Anametrisi (l'Épreuve) qui a été rejoint par TPT-4, la section grecque de la 4<sup>e</sup> Internationale. Bien que les mêmes impasses risquent de se reproduire, et souvent sur les mêmes questions tactiques, il y a aussi de nouvelles tentatives, au moins pour la discussion et l'action commune. À la recherche d'une boussole politique socialiste face aux méandres de la société actuelle.

Propos recueillis par Ph. K.



Le film *Vingt Dieux* de Louise Courvoisier (César du meilleur film 2025) est le sujet du premier épisode du podcast *L'Heure des prolottes* de Lauren Marx et Rose Lamy.

À lire À voir À écouter

# CULTURE EN LUTTE POUR L'ÉTÉ

Cinq romans, deux essais, deux films et un podcast pour occuper vos vacances – si vous en avez.

## COMLOT UFOLOGIQUE <sup>1</sup>

Dans une Italie en quête d'un « compromis historique », à la veille de l'enlèvement d'Aldo Moro par les Brigades rouges, un écrivain de science-fiction à succès peine à rendre son prochain roman. Une doctorante en anthropologie entame une recherche sur la communauté des ufologues et autres ufophiles. Des scouts disparaissent sur une montagne, à deux pas d'une communauté hippie installée dans l'ancienne demeure d'une marquise collabo.

Le collectif d'auteurs italiens Wu Ming n'est pas à son premier

essai sur le complotisme. On lui doit notamment *Q comme qomplot* (2022). Mais la focale sur les ovnis peut surprendre : qu'ont à nous dire ces apparitions de soucoupes volantes ? Pendant une longue partie du roman, on ne sait pas bien. Mais comme il est extrêmement bien structuré, par le biais d'une palette restreinte de personnages crédibles et complexes, l'on prend plaisir à suivre ceux-ci à Rome, Turin, ou dans les montagnes toscanes.

Et puis, dans un final que nous laisserons aux lecteur·ices le soin de découvrir, les auteurs nous donnent à voir comme le politique n'est jamais bien loin des mythes.

## LE ROMAN MEADOWS <sup>2</sup>

Le nouveau roman d'Abel Quentin, *Cabane*, nous emmène sur le campus de l'université de Berkeley, au début des années 1970. Quatre jeunes chercheur·ses en dynamique des systèmes travaillent sur l'évolution et la prédiction de la population humaine. Il s'agit du fameux rapport Meadows de 1972, pionnier sur les limites physiques de la croissance économique dans un monde fini – rapport qui a d'ailleurs beaucoup de... limites. Leurs résultats sont sans appel, alarmants : si la croissance industrielle et démographique ne

ralentit pas, le monde tel qu'on le connaît s'effondrera au cours du 21<sup>e</sup> siècle, c'est certain. Face à cette découverte dramatique, l'auteur dépeint les réactions que les quatre chercheur·ses adoptent selon leur tempérament. Des comportements qu'on retrouve dans le contexte de dérèglement écologique et climatique actuel.

Entre espoir militant, déni, soif d'argent, folie ou anxiété, ce récit polyphonique alerte sur une catastrophe autrefois imminente, aujourd'hui presque inévitable. Sans jugement individuel, l'auteur nous invite à interroger la société de consommation et ses politiques inactives qui foncent droit dans l'abîme.

ZS

## MILLENNIALS MAMBO <sup>3</sup>

Après les succès de *Conversations entre amis* et *Normal People*, la jeune romancière irlandaise Sally Rooney publie son quatrième roman *Intermezzo*. *L'intermezzo*, c'est à la fois l'intermède musical qui vient s'intercaler entre deux parties d'une œuvre et le nom d'un coup aux échecs qui crée une menace impossible à ignorer. Dans le roman, *l'intermezzo*, c'est le deuil du père; un intermède après lequel plus rien ne sera jamais pareil et durant lequel se révèlent les fragilités des personnages, et aussi les relations entre deux frères, qui s'aiment et se haïssent, qui peinent à anticiper les *intermezzos* que leur réserve l'existence.

Avec une écriture sensuelle et fine, l'autrice écrit sur l'amitié, l'amour, le rapport au corps, l'argent, le sexe, l'infirmité, la violence, l'anxiété, la dépression et la folie, les relations entre hommes et femmes, sur les luttes de pouvoir et la violence, l'idéologie et les classes sociales, sur la crise climatique, le marxisme et l'anticapitalisme. En sept ans, Sally Rooney est devenue l'analyste littéraire des couples, la théoricienne des relations atypiques de sa génération.

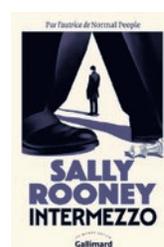
JT



1 Collectif Wu Ming, *Ovni 78*, éditions Libertalia, 2024



2 Abel Quentin, *Cabane*, Éditions de l'Observatoire, 2024



3 Sally Rooney, *Intermezzo*, Gallimard, 2024



4 Isis Labeau-Caberia, *La prophétie des sœurs-serpent*, Slalom, 2023

## VISIONS DU COLONIALISME <sup>4</sup>

**N**ailah, adolescente parisienne, s'apprête à passer un été ennuyeux chez sa grand-mère en Martinique. Pourtant ce voyage se transformera en une aventure pleine de magie. Construit autour de quatre personnages et entre deux époques, le roman d'Isis Labeau-Caberia utilise la petite histoire pour raconter la grande.

Téléportée au 17<sup>e</sup> siècle, début de la colonisation de l'île, Nailah y rencontre Funmilayo, une prêtresse yoruba déportée comme esclave, Rozeen une paysanne bretonne avec un statut d'engagée et Nònoum, shamane Kalinago confrontée à la violence des colons. Ensemble, elles devront tenter de sauver l'île, personnage à part entière de ce roman.

Ce récit à quatre voix dévoile les visions et expériences du monde de chacune des héroïnes. C'est grâce à leurs interactions et leurs histoires que sont mis en lumière les mécaniques d'une société coloniale où l'exploitation des êtres humains et de la nature règne en maître. Cerise sur le gâteau, les codes d'Heroic Fantasy font de ce roman une expérience jouissive, malgré la dureté des thèmes abordés. Ce bijou écoféministe et anticolonial est à mettre entre toutes les mains. MM

## LE COVID EN COMMUN <sup>5</sup>

« *Drôle de temps où on nous dit à la fois : < Faites de cookies > et < Ce soir, 833 morts > ». Tel un pacte noué avec les lecteur·ices pour l'aventure formelle à suivre, *Pour tout le monde en même temps* s'ouvre sur un mode d'emploi. La première partie est un entrelacement de déclarations gouvernementales, coupures de presse et notes personnelles qui n'est pas sans rappeler le montage de *Cinq mains coupées* (Seuil, 2020) dans lequel l'autrice composait, avec les témoignages de Gilets Jaunes,*

un seul et même grand texte sur les violences policières.

La seconde partie du livre est une juxtaposition de souvenirs basée sur une série d'entretiens réalisés avec des proches en 2024, pour « *dire l'importance de l'amitié* » face au « *désagrégement du temps* » infligé par le confinement. Ces deux temps de l'écriture renvoient à celui de la réparation car, comme le rappelle l'autrice, « *le confinement fut une expérience commune mais pas collective. D'où la répugnance à en parler, qu'on constate autour de nous. On l'a vécu chacun de son côté, comme un trauma, mais pas ensemble comme une grève ou une manifestation...* » LV

## PHILOSOPHER EN FÉMINISTE <sup>6</sup>

**L**a philosophie féministe ne s'intéresse pas seulement aux sujets qui ne concerneraient que les « femmes » : elle représente plutôt une autre manière de faire de la philosophie. Dans ce nouvel ouvrage, Vanina Mozziconacci montre que l'enjeu féministe relatif au savoir philosophique ne réside pas seulement dans les conditions de sa production – largement masculines, comme l'ont montré les philosophes féministes des sciences depuis les années 70 – mais aussi dans leurs conditions de transmission.

Aux pédagogies féministes traditionnelles dont elle montre le caractère à la fois psychologisant et individualisant, la philosophe oppose plutôt une didactique féministe avec une visée de transformation sociale. Celle-ci repose sur une attention constante à la diversité sociale, sexuelle et raciale de ceux qui prennent part au dispositif de transmission – qu'il soit scolaire ou non. La philosophie sert d'exemple privilégié dans le livre, mais la didactique féministe proposée par Vanina Mozziconacci intéressera tou·tes ceux qui cherchent et expérimentent des pratiques pédagogiques émancipatrices. AD

## POUR EN FINIR AVEC LA CULTURE LÉGITIME

**L'***Heure des prolottes* est le nouveau podcast de Lauren Marx, autrice, metteuse en scène et actrice trans et non binaire, et Rose Lamy, à qui l'on doit notamment les ouvrages *En bons pères de famille* et *Ascendant beauf*. Elles y décortiquent la culture légitime, ses œuvres et ses représentant·es, son *bourgeois gaze* et son *male gaze*, son racisme. Et elles le font à partir de leur expérience située, dans laquelle nombreux·ses d'entre nous peuvent se reconnaître. Celle de deux personnes qui ont pu aimer et apprécier ces œuvres et ces artistes par le passé et qui les voient aujourd'hui comme des outils de reproduction de la domination et de la violence classiste, patriarcale et raciale.

Les thématiques abordées n'ont rien de drôle ou de divertissante, mais Lauren Marx et Rose Lamy les traitent avec sensibilité, humour et une bonne dose de sarcasme. Surtout, elles révèlent très bien l'absurdité et l'impunité de cette culture légitime où les dominant·es se parlent entre elleux et se protègent les un·es les autres. Elles nous donnent envie de nous en détacher une bonne fois pour toute. NR

→ *L'Heure des prolottes*, podcast disponible sur la plupart des plateformes

## HÔPITAL CANTONAL'S ANATOMY <sup>7</sup>

**E**n suivant la journée de travail d'une infirmière, interprétée par la brillante Leonie Benesch, le nouveau long métrage de Petra Biondina Volpe – réalisatrice de *l'Ordre divin* – se veut un réel cri d'alarme sur les conditions du personnel hospitalier en Suisse.

Dans une intense montée en tension maîtrisée à la perfection, orchestrée par son montage millimétré, sa caméra plongée au plus proche des souffrances et son travail sonore/musical anxiogène, le film dénonce les coupes budgétaires et les privatisations libérales au sein du système hospitalier.

Une œuvre d'une forte intensité réussissant à émouvoir aux larmes dans sa variété des situations montrées, que ce soit des travailleuses·eurs qui doivent se battre malgré le manque de personnel pour mener à bien leur mission de soins, mais aussi les patient·es qui subissent de manière inhumaine le manque de moyens.

En bref, une œuvre filmique helvétique bien trop rare qui mélange finesse de la mise en scène et grande justesse dans le propos. Un immanquable de l'été. LC

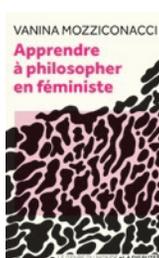
## PRÉCARITÉ SUR LE GRILL <sup>8</sup>

**C**onnu pour ses longs métrages Güeros et Museo mais aussi pour la réalisation d'épisodes d'*Andor* et de *Narcos*, Alonso Ruizpalacios signe une adaptation de la pièce *The Kitchen* (1957) du dramaturge anglais Arnold Wesker. Montée par le Théâtre du soleil à Paris, en 1967, la pièce avait fait grand bruit. On pouvait alors lire dans la feuille de salle « *Arnold Wesker n'idéalise pas les travailleurs. (...) La Cuisine est une pièce écrite sans revendication, sans protestation, sans prise de position simpliste. C'est une pièce sur la dignité humaine (...)* » La description reste d'actualité pour ce film choral, tout en plans séquences, à la chorégraphie minutieuse, shooté dans un magnifique noir et blanc.

L'image prenant le dessus sur le dialogue, c'est par les sensations que nous recevons le rush aliénant d'un restaurant new-yorkais. Nous suivons une nouvelle employée, sans-papier comme la plupart de ses collègues, tout au long de sa première journée de travail. On parcourt ainsi les lignes de tensions qui font le présent des travailleur·ses les plus précaires. LV



5  
Sophie Divry,  
*Pour tout le monde en même temps*, Seuil, 2025



6  
Vanina Mozziconacci,  
*Apprendre à philosopher en féministe*, La Dispute, 2025



7  
En première ligne de Petra Biondina Volpe (CH, 2025, 92')



8  
*The Grill (La cocina)* de Alonso Ruizpalacios, (MX, 2024, 99')

C'est quoi ce journal ?

**V**ous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

**SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!**

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

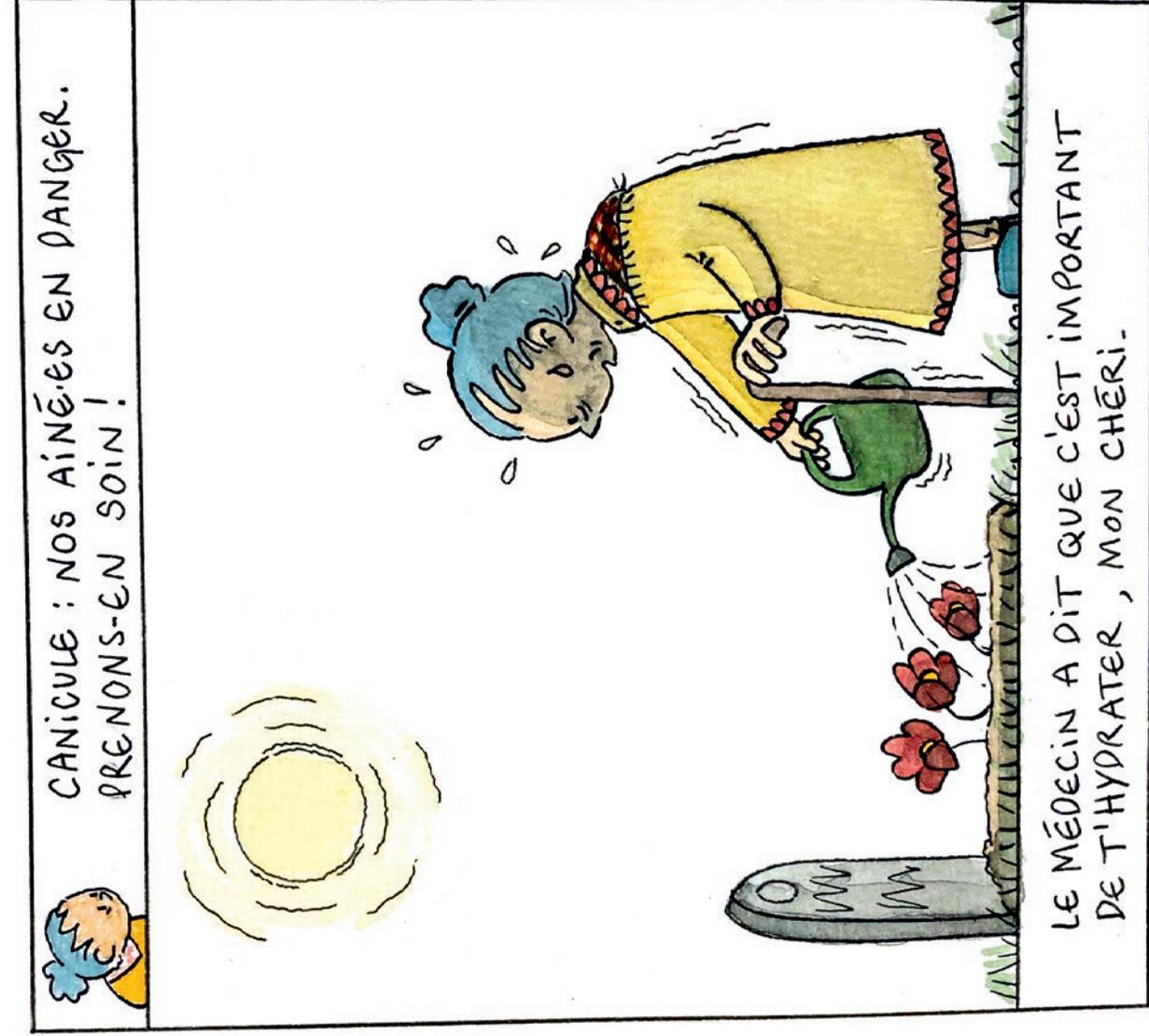
**Vous pouvez vous abonner sur Internet:**  
[solidarites.ch/abonnement](http://solidarites.ch/abonnement)

**Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:**

→ **solidarités**  
Case Postale 2089  
1211 Genève 2  
ou [abos@solidarites.ch](mailto:abos@solidarites.ch)  
ou +41 22 740 07 40

Sommaire

<b>3</b>	<b>Votations</b> E-ID : un contrôle public contre la mainmise privée	<b>10-11</b>	<b>Racisme</b> Un manifeste antiraciste pour une écologie de la libération	<b>12-13</b>	<b>International</b> 10 ans après l'élection de SYRIZA, où vont la société et la gauche grecques ?	<b>14-15</b>	<b>Culture</b> Culture en lutte pour l'été
<b>4</b>	<b>Vaud</b> Échec des (vidéo-)surveilleurs à Vevey	<b>8-9</b>	<b>Écologie</b> Préserver la biodiversité : penser notre relation au vivant				
<b>5</b>	<b>Vaud</b> Un grand oui pour l'extension des droits démocratiques!						
<b>6</b>	<b>Genève</b> École inclusive: le Grand conseil genevois régresse une fois de plus!						
<b>7</b>	<b>Écologie</b> Les abysses du capital						
<b>Neuchâtel</b>	<b>Genève</b> Baignades inclusives: une campagne contre la discrimination dans les piscines						
	<b>Neuchâtel</b> Génocide à Gaza : décision indigne au Grand Conseil neuchâtelois						



HENRI MAYER